



Paris, le 8 juin 2023

RELEVÉ D'AVIS

Séance mensuelle du CNEN du 8 juin 2023

Le Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) s'est réuni ce jeudi 8 juin 2023, au Sénat, sous la présidence d'Alain LAMBERT, président du Conseil.

L'ordre du jour de la séance était composé de **23 projets de texte**, dont 10 ayant fait l'objet d'une présentation et d'un débat contradictoire en section I.

EXAMEN INDIVIDUEL DES PROJETS DE TEXTE EN SECTION I

1) Projet de décret portant revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et dans les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon (seconde délibération)

Le projet de texte est présenté par le ministère de l'intérieur et des outre-mer. Ce projet de décret procède à la revalorisation annuelle du montant forfaitaire du revenu de solidarité (RSO). Le coefficient de revalorisation retenu pour la revalorisation légale correspond à l'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, calculée sur les douze derniers indices mensuels des prix publiés par l'INSEE. A titre indicatif, le montant mensuel du RSO est porté de 563,73 euros à 572,40 euros à compter des allocations dues au titre du mois d'avril 2023.

Examiné une première fois lors de la séance du 11 mai 2023, il avait fait l'objet d'un avis défavorable provisoire.

Le projet de texte a reçu un **avis défavorable définitif rendu à la majorité des membres** :

- collège des élus : 10 avis défavorables ;
- collège des administrations : 5 avis favorables.

2) Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 21 juin 2016 établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R. 318-2 du code de la route (report)

Le projet de texte est présenté par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Ce projet d'arrêté introduit dans la nomenclature (« Crit'Air ») les véhicules navettes urbaines en classe E. Ces navettes urbaines sont de petits véhicules de transport de passager, alimentés par l'énergie électrique, y compris à partir d'une pile à hydrogène.

Examiné une première fois lors de la séance du 11 mai 2023, il avait fait l'objet d'un report d'examen sur décision du président de séance, en application de l'article L. 1212-2 (VI) du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le projet de texte a reçu un **avis favorable rendu à l'unanimité des membres** :

- collège des élus : 10 avis favorables ;
- collège des administrations : 6 avis favorables.

3) Projet de décret relatif à l'instruction des demandes d'intervention financière de l'Etat pour une prise en charge partielle des coûts associés à la conversion des usages de gaz pétrole liquéfié à l'électricité ou aux énergies renouvelables

Le projet de texte est présenté par le ministère de la transition énergétique. Ce projet de décret est pris dans le cadre de l'ordonnance n° 2022-887 du 14 juin 2022 portant prise en charge partielle par l'Etat, dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental, des coûts associés à la conversion des usages des réseaux de gaz de pétrole liquéfié à l'électricité ou aux énergies renouvelables. Le projet de texte a pour objet de définir : les modalités d'instruction par l'Etat des demandes des communes en vue de son intervention financière ; les modalités d'examen par la CRE des projets de contrat et d'avenants et l'évaluation par la CRE de la bonne exécution de la conversion des usages de gaz pétrole liquéfié à l'électricité ou aux énergies renouvelables.

Le projet de texte a reçu un **avis favorable rendu à l'unanimité des membres** :

- collège des élus : 11 avis favorables ;
- collège des administrations : 6 avis favorables.

4) Projet de décret portant application de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme régissant les parcs de stationnement

Le projet de texte, pris en application de l'article 101 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, est présenté par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Ce projet de décret précise les critères d'exonération qui porteront, pour les parcs de stationnement, sur les obligations d'intégrer, sur au moins la moitié de leur surface, des dispositifs d'ombrage et des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Ce projet de texte a fait l'objet d'un **report décidé par le président du CNEN** sur le fondement de l'article L. 1212-2 (VI) du CGCT. Il sera réexaminé lors de la **prochaine séance de l'instance organisée le 6 juillet 2023**.

5) Projet de décret modifiant le décret n° 2022-750 du 29 avril 2022 établissant la liste des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydrosédimentaires entraînant l'érosion du littoral

Le projet de texte, pris en application de l'article 239 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, est présenté par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Ce projet de décret fixe la liste des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la

politique d'aménagement doivent être adaptées au recul du trait de côté. Le tableau proposé dans le projet de texte comporte ainsi un total de 253 communes.

Le projet de texte a reçu un **avis favorable rendu à l'unanimité des membres** :

- collège des élus : 11 avis favorables ;
- collège des administrations : 6 avis favorables.

6) Projet de décret relatif à la prise en compte du risque de vents cycloniques dans la construction de bâtiments neufs dans les territoires exposés à ce risque

Le projet de texte est présenté par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Il fixe les modalités d'application de l'article L. 132-3 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 563-1 du code de l'environnement, en ce qui concerne les règles particulières de construction para-cyclonique pouvant être imposées aux bâtiments neufs exposés à ce risque.

Le projet de texte a reçu un **avis favorable rendu à l'unanimité des membres** :

- collège des élus : 11 avis favorables ;
- collège des administrations : 6 avis favorables.

7) Projet de décret modifiant le décret n° 2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du code général des impôts

Le projet de texte, pris en application de l'article 73 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, est présenté par le ministère de la transition écologique et la cohésion des territoires. Le présent projet de décret a pour objet d'établir la liste des communes éligibles à la taxe sur les logements vacants (TLV) et d'actualiser la liste des communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements.

Le projet de texte a reçu un **avis favorable rendu à l'unanimité des membres** :

- collège des élus : 11 avis favorables ;
- collège des administrations : 6 avis favorables.

8) Projet d'arrêté portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie des producteurs d'emballages servant à commercialiser des produits consommés ou utilisés par des professionnels ayant une activité de restauration et portant modification de l'arrêté du 29 novembre 2016 modifié relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des emballages ménagers

Le projet de texte est présenté par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Ce projet d'arrêté a pour objet de définir les objectifs et les modalités de mise en œuvre des obligations s'imposant aux éco-organismes, aux systèmes individuels et aux organismes coordonnateurs de la filière REP des emballages consommés ou utilisés par les professionnels de la restauration. Il vise également à préciser l'articulation entre celle nouvelle filière REP et celle relative aux emballages ménagers.

Le projet de texte a reçu un **avis favorable rendu à l'unanimité des membres** :

- collège des élus : 11 avis favorables ;
- collège des administrations : 6 avis favorables.

9) Projet de décret portant diverses dispositions portuaires

Le projet de texte est présenté par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Il a pour objectif de mettre en œuvre deux mesures de modernisation relatives aux ports décidées par le Comité interministériel de la mer en 2022 : le renforcement de la sécurité des infrastructures et des personnes en cas de réparation navale de navires propulsés ou contenant du gaz naturel liquéfié (GNL) ; l'amélioration du cadre de financement pour le développement des ports de plaisance, par le biais du mécanisme de la garantie d'usage.

Ce projet de texte a fait l'objet d'un **report décidé par le président du CNEN** sur le fondement de l'article L. 1212-2 (VI) du CGCT. Il sera réexaminé lors de la **prochaine séance de l'instance organisée le 6 juillet 2023**.

10) Projet de décret relatif aux services autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 313-1-3 du code de l'action sociale et des familles

Le projet de texte, pris pour application de l'article 44, créant les services d'autonomie à domicile, de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022, est présenté par le ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées. Ce projet de décret définit les publics, les missions, les objectifs des services d'autonomie à domicile et fixe, dans le cadre du cahier des charges, les principes d'organisation et de fonctionnement qui leur sont applicables.

Le projet de texte a reçu un **avis favorable rendu à l'unanimité des membres** :

- collège des élus : 11 avis favorables ;
- collège des administrations : 6 avis favorables.

EXAMEN GLOBAL DES PROJETS DE TEXTE EN SECTION II

Les 13 projets de texte examinés en section II de l'ordre du jour ont fait l'objet d'un examen global, sans présentation par les ministères rapporteurs et débat contradictoire. L'ensemble des projets de texte a reçu un **avis favorable à l'unanimité des membres présents**.

La liste des projets de textes examinés est consultable sur l'ordre du jour, disponible sur le [site du CNEN](#). Ces projets de texte font l'objet d'une délibération commune.

Les délibérations sont consultables sur le [site du CNEN](#).

Le président,



Alain LAMBERT